LIGUE ALGÉRIENNE DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Retrait de confiance à Me Bénissad

Ça se corse à la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), avec le dernier épisode en date, dans la longue crise qui couve en son sein, le retrait de confiance à son premier responsable.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'était vendredi dernier, à la faveur d'une réunion de représentants de sections de la Ligue au niveau de la Maison des syndicats, à Alger, à l'issue de laquelle les présents ont décidé de retirer leur confiance à Me Noureddine Bénissad.

C'est ce qu'un communiqué sanctionnant les travaux de ce conclave, rendu public le même jour et signé par Kouider Chouicha, président du bureau de la wilaya d'Oran de la Ligue, nous apprend. Et ces conclavistes se disent contents de l'écho et de l'impact de la deuxième lettre de Me Ali Yahia Abdenour, président d'honneur de la LADDH, dans la presse auprès des militants de base de la Ligue en particulier et auprès de nos concitoyens et concitoyennes.

Ceci en sus de constater «la fuite en avant de Me Benissad qui tente, avec des sections préfabriquées et des militants «nouveaux-nés» des droits de l'Homme, de faire le coup de force pour écarter la question du bilan financier et de la passation de consignes sous couvert de la tenue de l'assemblée générale de conformité avec la nouvelle loi liberticide sur les associations».

Et à Chouicha, qui signe ledit document en tant que coordonnateur, de mentionner que «nul doute qu'un pseudo-bilan financier sera avancé et adopté par la clientèle et les épigones choisis. Ils assumeront tous ensemble l'adoption d'un faux bilan, tronqué, qui cache la réalité du mode de gestion financier de la LADDH».

Ne comptant point s'arrêter au simple constat, les contestataires de la LADDH affirment solliciter la justice pour pouvoir obtenir et vérifier ce bilan financier. «Personne ne peut dire demain qu'il n'était pas au courant», relève Chouicha qui promet d'autres révélations et informations sur la procédure adoptée lors d'une conférence de presse prévue ce mercredi. Pour sa part, le président de la LADDH, objet de cette décision de retrait de confiance, qualifie cette réunion de vendredi dernier «d'anti-statutaire». «Le signataire du communiqué n'a aucune qualité et c'est un usurpateur de fonction, s'octroyant une fonction de coordonnateur qui n'existe pas dans les statuts de la Ligue», affirme Noureddine Bénissad. Et à notre interlocuteur de préciser à l'endroit de ses détracteurs auxquels, soit dit en passant, il déniera le statut de militants de la Ligue, qu'il est élu par le conseil national pour un mandat de 4 ans. Ceci avant qu'il n'accuse une organisation syndicale qu'il prend le soin de ne pas nommer, allusion à l'aile Malaoui du Snapap d'être derrière cette œuvre de déstabilisation de la LADDH pour prendre ouvertement en charge l'opération en matière de logistique avec cette réunion de vendredi dernier tenue à la Maison des syndicats relevant de cette entité syndicale. Toujours à l'endroit de Chouicha et compères qu'il accuse de vouloir créer un «syndicat des droits de l'Homme», Bénissad juge les «révélations» étalées par le président d'honneur de la Ligue dans la presse, de «thématique calomnieuse et infamante qui n'a d'autre but que de décridibiliser la Ligue».

Photo : DR

Me Noureddine Bénissad.

Avant de préciser «n'avoir pas à présenter le bilan sur la place publique», un bilan qui constitue la véritable pomme de discorde et le véritable enjeu de ce bras de fer appelé à s'inscrire, apparemment, dans la durée.

M. K.

RÉUNION DES CADRES DU FLN DE DRÉAN (EL TARF)

Les militants revendiquent la dissolution du bureau de la Mouhafadah

Les jours du mouhafedh du FLN seraient comptés compte tenu des soubresauts et autres frictions de fond et inconciliables qui lézardent le parti. En effet, la salle de réunions de la kasma FLN de la commune de Dréan a abrité, hier matin, une réunion, au cours de laquelle des centaines de simples militants, des sympathisants et des cadres du parti, entre actuels députés et anciens sénateurs, ont, unanimement, revendiqué la dissolution pure et simple du bureau de la mouhafadah et l'installation d'une commission provisoire pour gérer les affaires courantes du parti.

Cette montée au créneau des anciens militants et des ténors du parti au niveau de la wilaya est venue suite à la perte continuelle de terrain du FLN face aux autres formations politiques et sa déliquescence dans une région réputée être son fief incontestable. Aussi, dans une déclaration finale ayant sanctionné la réunion et dont nous détenons une copie, les encartés du FLN interpellent le nouveau SG du parti afin de procéder, entre autres et sans délai, à la dissolution du bureau qui a perdu toutes les échéances politiques précédentes et approuvent le président de la République pour le dernier remaniement ministériel ainsi que leur totale adhésion pour un quatrième mandat du président du parti M. Bouteflika.

Dans le même sens, les militants qui se sont exprimés ont tous dénoncé la main-mise de la chkara (sacs noirs bourrés de billets de banque) sur les destinées du parti et la perte des valeurs d'une formation qui a été le porte-flambeau du développement local de la wilaya. Quoi qu'il en soit, le FLN essaye, vaille que vaille, de renaître de ses cendres dans une conjoncture politique délicate alors que les élections présidentielles approchent.

Daoud Allam

CRISE AU FLN

Belayat ne rend toujours pas les armes

Coiffé au poteau par un débordement attendu et prévisible de l'aile Boumehdi, préférée par le Président Bouteflika, Abderrahmane Belayat, le doyen qui fut, sept mois durant, coordinateur du FLN, ne range pas les armes. Il poursuit de soutenir, mordicus, que le Comité central ayant porté Amar Saïdani à la tête du parti, est frappé d'illégalité. Il le dit dans un long entretien à El Watan.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Prudent et peu porté sur un bras de fer qui pourrait aboutir à une dislocation du parti, Abderrahmane Belayat résume son «combat» à l'attente du verdit que le Conseil d'Etat, saisi, devrait rendre dans l'affaire FLN. «Il y a une réunion illégale et une réunion illégale ne peut accoucher que de décisions illégales (…) le plébiscite n'a de sens que si la réunion était légale.

Tant que le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé, n'a pas pris ses responsabilités, il sera contesté (…) la justice tranche dans le fond. Ceux qui ont convoqué la réunion du CC n'avaient pas mandat pour le faire. Nous attendons toujours la décision du Conseil d'Etat puisque quinze membres du CC ont introduit un recours», a-t-il argué, considérant que, du point de vue du droit, une juridiction inférieure ne peut remettre en cause une décision d'une juridiction supérieure.

«C'est au Conseil d'Etat de se prononcer. Si vous voulez un avis doctrinaire, du point de vue du droit, c'est chose impossible. L'organe inférieur ne peut censurer l'organe supérieur. C'est d'une simplicité biblique.»

Ceci étant, Abderrahmane Belayat a confirmé, par ailleurs, le lien entre l'élection présidentielle d'avril 2014 et le coup de force opéré par le clan Boumehdi pour faire main basse sur le parti. «La présidentielle n'est pas absente de cette préoccupation. Elle n'est pas pour autant en rapport direct avec ce qui a eu lieu.» Lui-même favorable à une supplémentaire candidature de Bouteflika, Abderrahmane Belayat ne laisse pas trahir une once de sympathie envers Ali Benflis, ancien secrétaire général du parti et candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2004. Interrogé si Benflis aurait fait un bon «SG», il a rétorqué que c'était au CC de décider. Encore faut-il qu'il puisse s'adresser au CC. Le comité central n'est pas demandeur (…)».

Benflis ne peut donc espérer être adoubé par le FLN si l'envie lui prend de se présenter en 2014. «Le FLN n'est pas à la recherche de candidats. Ce sont les candidats qui doivent être à la recherche du FLN. Par ailleurs, et les statuts du parti le stipulent, si le Président Bouteflika se porte candidat, logiquement la préférence et le soutien du CC lui seront confirmés.»

Abderrahmane Belayat a dit craindre, avec la direction actuelle, une destination plus humiliante que le musée.

S. A. I.

SOFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DU PARTI JIL JADID, À PARTIR D'ORAN :

«Bouteflika veut son propre royaume entouré de ses proches»

Pour le président de Jil Jadid, M. Djilali Sofiane, l'Etat est au bord du gouffre. Il estime, en effet, que le changement opéré par le président de la République au niveau du gouvernement a été réalisé à la manière du «coup d'Etat» en vue de la préparation de la prolongation de son mandat pour deux ans.

Ce que l'intervenant a qualifié, hier, lors de sa conférence à la salle El Feth, d'anti-constitutionnel. Et de s'exclamer : «Je dis à Bouteflika qu' à ce stade-là, autant prolonger pour 20 ans !» En s'adressant à Bouteflika, il lui dit : « Annulez carrément les élections présidentielles en Algérie et restez président à l'infini !» Il poursuit : «Bouteflika veut son royaume, entouré de ses proches. Rien d'étonnant lorsque certains ministres disent qu'ils sont prêts à se sacrifier pour lui, alors que d'autres appellent déjà à la prolongation de son mandat.»

Pour le président de Jil Jadid, qu'il s'agisse de prolonger le mandat présidentiel actuel de deux ans ou bien aller vers un quatrième mandat, tout ceci est destiné à faire de sorte que les dossiers de la corruption soient clos. «Ils l'ont dit : personne ne touchera à Chakib Khelil, maintenant nous savons pourquoi.»

La nécessité d'un sursaut citoyen est plus que vitale dira le président de Jil Jadid, sinon l'Algérie va droit vers sa perte. «Il ne faut pas se leurrer : le peuple sait que le régime actuel veut détourner son attention, ceci afin de faire fructifier ses intérêts. Dernière manipulation en date, l'histoire des inscriptions sur internet pour postuler à un logement AADL. Si depuis 2000, ils n'ont pu réaliser que 48 000 logements, comment peuvent-ils en construire 200 000 en six mois ? Ils veulent seulement détourner l'attention des citoyens.»

Photo : Samir Sid

Sofiane Djilali.

La position de Jil Jadid quant à l'élection présidentielle de 2014 sera connue, dit-il, lors du conseil du parti prévu vendredi prochain.

A. B.